

Arthur GUEZENGAR

Institut de Philosophie de Grenoble

Université Grenoble Alpes

F-38610

arthur.guezengar@univ-grenoble-alpes.fr

Le conspirateur, le saboteur et le tyran

La figure du traître dans l'URSS stalinienne

Résumé. — La figure du traître a joué un rôle décisif dans la structure politique, économique, et sociale de l'URSS stalinienne, mais également dans les représentations de cette dernière à l'étranger. Cette figure prend alors différentes formes, qui obéissent à plusieurs fonctionnalités idéologiques du régime. La figure du conspirateur est ainsi utilisée comme un outil de lutte politique par le pouvoir stalinien pour éliminer ses opposants en particulier lors des procès de Moscou. Particulièrement prégnante dans le cas de Boukharine, elle apparaît comme un moyen de contrôler l'appareil d'État en éliminant les cadres pouvant représenter un contre-pouvoir. La figure du saboteur se présente ensuite comme un outil au service de la politique économique et sociale du régime. Le traître dépasse alors le cadre des anciens membres du parti pour s'étendre à l'ensemble des catégories sociales indésirables (koulaks, petits délinquants, paysans fuyant la collectivisation). Tout homme est dès lors susceptible de devenir un traître, alimentant ainsi le gigantesque dispositif carcéral qu'est le Goulag pour faire fonctionner une économie fondée sur le travail forcé. Enfin la figure du traître apparaît également comme un outil utilisé par les opposants au régime, en particulier trotskistes, dans leur lutte politique contre le stalinisme. Le traître devient alors Staline lui-même, accusé d'avoir trahi et dévoyé les idéaux de la révolution pour son propre bénéfice. À travers ces trois cas, la figure du traître apparaît donc comme un outil idéologique visant à structurer les représentations et à partir de laquelle les politiques économiques et sociales vont pouvoir s'articuler.

Mots clés. — trahison, Grande Terreur (1937-1938), communisme, proscription. Arthur Guezengar, *Les Cahiers d'AGORA*

Conspirator, saboteur, and tyrant: the traitor in the Stalinist USSR

Abstract. — The figure of the traitor played a decisive role in the political, economic, and social structure of the Stalinist USSR, but also in the latter's representations abroad. This figure then takes different forms, which obey several ideological functions of the regime. The figure of the conspirator is thus used as a tool of political struggle by the Stalinist power to eliminate its opponents, in particular during the Moscow trials. Particularly significant in the case of Bukharin, it appears as a means of controlling the state apparatus by eliminating executives who may represent a counter-power. The figure of the saboteur is then presented as a tool in the service of the regime's economic and social policy. The traitor then goes beyond the framework of former Party members to extend to all undesirable social categories (kulaks, petty criminals, peasants fleeing collectivization). Any man is therefore likely to become a traitor, thus fueling the gigantic prison system that is the Gulag to operate an economy based on forced labor. Finally, the figure of the traitor also appears as a tool used by opponents of the regime, in particular Trotskyists, in their political struggle against Stalinism. The traitor then becomes Stalin himself, accused of having betrayed and misled the ideals of the revolution for his own benefit. Through these three cases, the figure of the traitor therefore appears as an ideological tool aimed at structuring representations and from which economic and social policies will be able to be articulated.

Keywords. — treason, Great Purge (1937-1938), communism, proscription. Arthur Guezengar, *Les Cahiers d'AGORA*

La figure du traître est une figure classique de la vie politique. À son niveau le plus fondamental, le traître est une personne, le plus souvent physique mais éventuellement morale, qui, après avoir soutenu un groupe ou une idéologie va se retourner contre elle et agir contre ses intérêts. Si l'on reprend la conception de Carl Schmitt de la politique comme opposition entre amis et ennemis, le traître est cette figure politique qui passe de l'un à l'autre : l'ancien ami devient un ennemi. La notion de traître implique donc un déplacement politique : celle d'une personne qui sort d'un groupe et se met soudainement à s'y opposer. Il apparaît dès lors comme une figure négative de la vie politique, dont on cherche à limiter les effets.

L'URSS stalinienne se caractérise par son usage massif du concept de traître dans le but d'ostraciser les personnes ciblées et de les écarter du corps social soviétique. Le traître devient une figure paradigmatique qui va soutenir et justifier la politique stalinienne. La notion de traître prend ainsi une forme polysémique et s'étend à un usage collectif et social, au service du pouvoir stalinien. Elle joue ainsi un rôle structurel dans l'organisation et la culture politique de l'Union soviétique. Au-delà d'une simple figure repoussoir, le traître apparaît comme un élément fondamental de l'idéologie stalinienne à partir duquel vont pouvoir se déployer les politiques voulues par le régime. Il se présente dès lors comme un outil idéologique permettant au régime de mettre en place et de justifier ses politiques. Cette figure prend différentes formes en fonction de la cible visée et de ses enjeux sociopolitiques. On peut ainsi identifier trois formes schématiques qui sont autant de figures paradigmatiques du traître et dont le contenu varie selon les époques et les besoins du régime.

Ces trois figures du traître ne sont toutefois pas issues d'une quelconque classification soviétique, qui distinguerait différentes formes de trahison du pouvoir central. Au contraire, le régime stalinien a utilisé indistinctement les termes de « traîtres », « saboteurs », « ennemis du peuple », ou « activistes contre-révolutionnaires » pour désigner des réalités parfois très différentes. Cette indistinction sémantique permet au régime de politiser l'ensemble des actes hostiles à son pouvoir et de les englober dans une même politique de répression, qui couvre à la fois les activités politiques *stricto sensu*, l'opposition sociale au régime, ou encore la petite délinquance de droit commun. En tentant de rétablir une distinction conceptuelle entre ces différentes figures du traître mobilisées par les discours staliniens, cette analyse cherche à rendre compte du rôle structurant qu'a joué la figure du traître dans l'organisation stalinienne, et à voir comment elle a pu être mobilisée par le régime au service de sa politique.

Le « conspirateur » : le traître politique

La première forme que prend la figure du traître dans l'URSS stalinienne est celle que l'on peut succinctement désigner comme le « conspirateur » et qui va notamment être au cœur des Grandes Purges de 1937. Il s'agit de la figure classique du traître, à savoir celle d'un individu sympathisant de l'idéologie communiste (membre du parti, etc.) qui rompt avec elle et représente dès lors un danger pour le système. En désignant l'un de ses membres comme un traître, le pouvoir stalinien cherche à justifier son élimination. La figure du traître apparaît ainsi au cœur des mécanismes du pouvoir stalinien, puisqu'elle permet à Staline d'écarter des factions concurrentes comme les trotskistes, ou les zinoviévistes, ou encore d'éliminer des rivaux potentiels. L'usage de cette figure est dès lors motivé par une finalité politique. L'élimination des conspirateurs est justifiée par la volonté d'éviter la formation d'une sorte de « cinquième colonne » et ce en particulier à un moment où l'émergence de la menace fasciste fait peser un risque militaire sur l'URSS.

Molotov n'hésite d'ailleurs pas à justifier *a posteriori* la victoire de l'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale par le rôle joué par les purges, tout en concédant qu'il puisse y avoir eu des dommages collatéraux parmi celles-ci : « Les purges ont fait que nous n'avons pas eu à affronter une "cinquième colonne" durant la guerre. [...] Après tout, même parmi les bolcheviks, il y avait des gens bons et dévoués quand tout allait bien, quand aucun danger ne menaçait le pays. Mais, si quelque chose survient, ils tremblent, ils désertent¹. » La Grande Terreur est donc justifiée par l'efficacité qu'elle aurait eue dans la lutte contre les traîtres, bien que les purges dans l'armée aient au contraire joué un rôle contre-productif en désorganisant l'Armée rouge peu avant l'entrée en guerre contre l'Allemagne.

Derrière cet usage politique de la figure du traître, on peut percevoir l'expérience du régime en tant que mouvement révolutionnaire. Tout le régime stalinien s'inscrit dans la continuité de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile. Toutes les personnes qui constituent l'entourage de Staline dans les années 1920-1930, sont d'anciens révolutionnaires ou, à défaut, des personnes ayant fait l'expérience de la guerre civile. Même une figure d'apparatchik comme Beria, présenté par son fils comme un homme ambitieux cherchant à faire carrière au sein du parti, mais n'étant ni marxiste ni authentiquement communiste, a participé activement à la

¹ FITZPATRICK Sheila, *Dans l'équipe de Staline : de si bons camarades*, trad. BERSANI Jacques, Paris, Perrin, 2018, p. 155.

révolution russe, puisqu'il s'est engagé dans l'armée menchevik dès 1917 avant de les dénoncer et de se faire recruter par la Tcheka².

Si Hannah Arendt décrit Staline comme un « homme issu de l'appareil de conspiration du parti³ » pour le distinguer des autres acteurs de la Révolution russe, il s'avère lui-même un ancien révolutionnaire, actif en Géorgie et en Azerbaïdjan dès la fin du XIX^e siècle, et ayant pris une part importante à la révolution avortée de 1905⁴. Il n'y a donc pas de rupture entre le régime léniniste et le régime stalinien. Tous les membres de l'équipe de Staline ont fait l'expérience de la guerre, de la clandestinité, voire de la prison avant leur accession au pouvoir. Ces expériences communes constituent un véritable référentiel révolutionnaire partagé tant par les auteurs que par les victimes des Grandes Purges. Sheila Fitzpatrick décrit ainsi les relations entre les membres de l'équipe de Staline au début des années 1930 : « Ils étaient liés par des souvenirs communs : l'organisation clandestine, l'exil, la prison, l'émigration, et, par-dessus tout, le combat⁵. » L'expérience de la conspiration et de la clandestinité forme ainsi une culture commune qui domine les représentations politiques et sociales des dirigeants soviétiques au moment où vont se dérouler les grandes Purges.

L'importance de la figure du traître s'explique donc par la peur que ne se rejouent les événements de 1917, pendant lesquels l'armée avait joué un rôle central en se retournant contre le pouvoir tsariste. La figure du traître en tant que conspirateur est endogène à l'expérience révolutionnaire. Étant parvenu au pouvoir au moyen d'une révolution due en partie à la trahison de l'armée sur fond de guerre avec l'Allemagne, le régime traque à son tour les conspirateurs potentiels pour éviter la répétition du schéma qui lui avait permis de prendre le contrôle du pays. Cette crainte se retrouve ainsi dans les motifs qui ont conduit à l'élimination de Toukhatchevski. Ancien aristocrate rallié à la révolution, Toukhatchevski est un membre éminent du parti communiste dans les années 1920-1930. Commissaire militaire durant la guerre civile, il mène l'offensive contre la Pologne en 1920 et écrase la révolte de Kronstadt, avant d'être nommé maréchal de l'Armée rouge en 1935, puis d'être exécuté pour trahison dès 1937 sur la base d'un dossier trafiqué par Iejov.

La figure du traître est ici utilisée pour éliminer un rival potentiellement dangereux. Toukhatchevski s'est en effet montré très critique envers Staline⁶ puisqu'il dénonce ses décisions dès l'offensive de la Vistule en 1920, ainsi que son rapprochement avec Hitler dans

² MONTEFIORE Simon Sebag, *Staline : La cour du tsar rouge, 1941-1953*, vol. 2, traduit de l'anglais par Florence La Bruyère et Antonina Roubichou-Stretz, Paris, Perrin, 2010, p. 138.

³ ARENDT Hannah, *Les origines du totalitarisme*, trad. POUTEAU Micheline, LEIRIS Martine, BOURGET Jean-Loup, DAVREU Robert, LEVY Patrick, Paris, Gallimard, 2002, p. 705.

⁴ MONTEFIORE Simon Sebag, *Le jeune Staline*, trad. SENE Jean-François, Paris, Librairie générale française, 2010.

⁵ FITZPATRICK Sheila, *op. cit.*, p. 94.

⁶ MONTEFIORE Simon Sebag, *op. cit.*, p. 108.

les années 1930. Par ailleurs, son autorité sur l'Armée rouge et son statut de héros de guerre en font un danger pour le pouvoir personnel de Staline, qui craint un complot thermidorien mettant fin à son pouvoir. Néanmoins, Toukhatchevski est bien condamné en tant qu'individu et non en tant que membre d'une classe sociale. Son appartenance à l'ancienne aristocratie tsariste ne joue ainsi aucun rôle dans une condamnation, qui obéit au contraire à des motifs politiques et personnels.

La peur de la conspiration n'est donc pas qu'un effet de la paranoïa du régime mais reste d'abord la manifestation d'une véritable lutte pour le pouvoir qui se joue au cœur de l'appareil d'État soviétique. Des personnalités comme Zinoviev ou Boukharine représentent en effet dans les années 1920 une véritable opposition au pouvoir stalinien qui, même si ce dernier est déjà parvenu à exclure Trotski de l'appareil d'État, menace sa consolidation. Sheila Fitzpatrick souligne ainsi les interactions souvent houleuses entre Boukharine et Staline ou ses proches qui surviennent avant le déclenchement des Grandes purges⁷. L'élimination de la « droite » après l'éviction de la « gauche » quelques années plus tôt obéit donc à une logique de quête du pouvoir absolu, sur fond de rivalité personnelles et politiques bien réelles. L'accusation de trahison, renforcée par les réécritures et la manipulation des discours de Zinoviev ou Boukharine lors des procès de Moscou⁸, permet dans ces conditions de dénier toute autorité politique aux ex-partisans de l'opposition, et contribue à renforcer le pouvoir personnel de Staline sur le Parti.

La fin du régime stalinien s'avère d'ailleurs tout aussi marquée par de violentes luttes de pouvoir où l'accusation de trahison joue un rôle prépondérant. L'exécution de Beria quelques temps après la mort de Staline relève ainsi d'une révolution de palais, montée par une cabale de personnalités proches du pouvoir et effrayées par la possibilité que le chef de la police politique prenne le contrôle du parti. Son élimination intervient en effet trois mois après la mort de Staline, alors qu'il met en place un programme de réforme du système soviétique dans le but d'accéder au pouvoir suprême. Son fils, Sergio Beria, défend même la thèse selon laquelle il aurait été exécuté avant son procès, sa détention et sa condamnation officielle n'étant qu'une mise en scène destinée à légitimer sa liquidation lors de la course à la succession qui suit la fin du règne stalinien⁹.

Reconnu coupable de « trahison, de conspiration antisoviétique, de terrorisme et de d'espionnage pour le compte d'une puissance étrangère¹⁰ », l'exécution de Beria s'inscrit dans la droite file des grands procès staliniens réalisés quinze ans plus tôt. Son élimination par les

⁷ FITZPATRICK Sheila, *op. cit.*, p. 82.

⁸ *Ibid.*, p. 160.

⁹ BERIA Sergio, *Beria, mon père : au cœur du pouvoir stalinien*, trad. Françoise Thom, Paris, Plon, 1999.

¹⁰ FITZPATRICK Sheila, *op. cit.*, p. 302.

nouveaux caciques du régime – Khrouchtchev en tête – obéit néanmoins à des enjeux politiques de lutte pour le pouvoir. Chef de la police secrète, craint par tous les membres de l'équipe, et ayant montré dès la mort de Staline ses ambitions d'accéder à l'autorité suprême, Beria est renversé par un coup d'État visant à l'empêcher d'arriver au pouvoir. Toute la procédure lancée contre lui se fait d'ailleurs en secret, prenant Beria par surprise pour l'empêcher de réagir et de faire échouer l'opération en arrêtant les comploteurs¹¹. Son arrestation et son exécution relèvent donc d'une véritable conspiration au cœur du pouvoir stalinien, qui utilise à son tour le prétexte de trahison pour se retourner contre un rival politique.

Le conspirateur se présente donc comme la figure du traître politique, qu'il soit réel ou simplement potentiel, dont l'existence individuelle présente un risque pour le pouvoir stalinien.

Le « saboteur » : le traître social

Si la figure du conspirateur est principalement présente dans le spectacle public des procès de Moscou et les grandes purges menées au sein du parti communiste, celle du saboteur renvoie à la notion de « traître social », responsable par ses actions ou ses inactions de l'échec des politiques voulues par le pouvoir central. Par opposition au conspirateur, le saboteur ne se présente pas comme un être individualisé mais comme un groupe social. Comme le souligne Nicolas Werth¹², les principales victimes des purges staliniennes ne sont en effet pas les membres du parti, mais la masse des citoyens soviétiques. Le saboteur n'est pas une personne conspirant contre le pouvoir soviétique et qui menacerait de le renverser, mais un ensemble de personnes socialement identifiées qui, par leur refus de collaborer, freinent la mise en place des politiques économiques du régime politique. Par ce biais, le pouvoir soviétique cherche à criminaliser un ensemble de pratiques quotidiennes (vol de matériel, refus de la collection, abattage de bêtes...) et à exclure des pans entiers de la société. Nicolas Werth parle ainsi d'un véritable « façonnage du corps social ». Des groupes sociaux tels que les *koulaks*, c'est-à-dire les petits propriétaires paysans, ou la petite délinquance urbaine, se trouvent exclus du corps social et considérés comme des ennemis du régime.

L'URSS stalinienne a donc tenté de modifier directement sa structure sociale en procédant à une véritable excision du corps social de groupes socio-économiques considérés comme nuisibles, que sa politique de dékoulakisation a cherché à faire disparaître en tant que classe sociale. Le traître ne désigne dès lors plus simplement des individus qui agiraient contre le parti, mais des groupes qui, par le simple fait de leur existence en tant qu'entité sociale, sont

¹¹ *Ibid.*, p. 300.

¹² WERTH Nicolas, *La Terre et le désarroi : Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007.

d'emblée considérés comme des traîtres. La figure du saboteur permet donc au régime de s'attaquer à des groupes sociaux subalternes que son idéologie prétend pourtant défendre, afin de mettre en œuvre sa politique économique et sociale sans entrer en contradiction avec son idéologie marxiste.

Cette notion de trahison, utilisée comme un outil de régulation sociale, se caractérise de plus par sa dimension entropique et arbitraire, laissant une large place à l'interprétation des forces de police pour son application. L'article 58 du code pénal de la RSFSR (République socialiste fédérative soviétique de Russie), qui introduit les notions d'« activité contre-révolutionnaire » et de « saboteur¹³ », s'avère en effet extrêmement large, intégrant notamment les contacts avec les étrangers, l'agitation antisoviétique, ou l'« exécution délibérément imprudente de " devoirs définis " » comme des activités antirévolutionnaires susceptibles de donner lieu à une déportation, de même que leur non-dénonciation¹⁴. La notion de traître contre-révolutionnaire s'avère à polarité variable, et le pouvoir stalinien n'a pas hésité à l'utiliser contre des chefs locaux pour calmer une vindicte populaire, mécontentée par des réformes pourtant décidées au niveau central.

Cette référence à la figure du traître est justifiée par des motifs économiques et sociaux. Outre la volonté de transformer le corps social de l'union soviétique, l'usage de la figure du traître obéit à l'impératif d'alimenter la machinerie du Goulag. L'URSS stalinienne repose en effet sur un usage massif du travail forcé. Le Goulag se présente comme un vaste ensemble carcéral et industriel par lequel environ un adulte sur six a transité au cours du règne de Staline. Comme le soulignent Juliette Cadiot et Marc Elie, la majorité des déportés du Goulag ne sont pas des prisonniers politiques, mais des détenus de droit commun, condamnés principalement pour vol¹⁵. Le régime entretient d'ailleurs une confusion entre ces deux notions en englobant sous le terme de « politiques » un ensemble de pratiques qui relèvent davantage de la délinquance telles que le vagabondage, l'indiscipline ou la mendicité. Le système du Goulag est donc moins un outil de lutte politique qui frapperait les opposants au régime qu'un instrument de répression de la misère et de la marginalisation sociale : « Le Goulag est à la fois le *produit* des transformations violentes que Staline et son groupe ont fait subir à l'URSS [...] et un instrument majeur de ces bouleversements¹⁶. »

¹³ NEWBOLD Hazard John, « Quelques aspects du droit soviétique tel qu'il apparaît à un juriste anglo-saxon », in *Revue internationale de droit comparé*, n° 2/2, 1950, p. 237-249.

¹⁴ Article 58 du code pénal de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (1934), [https://en.wikipedia.org/wiki/Article_58_\(RSFSR_Penal_Code\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Article_58_(RSFSR_Penal_Code)).

¹⁵ CADIOT Juliette, ELIE Marc, *Histoire du Goulag*, Paris, La Découverte, 2017, p. 30.

¹⁶ *Ibid.*, p. 6.

Le Goulag sert à la fois à exclure socialement les groupes qui y sont envoyés et à constituer une main d'œuvre corvéable, utilisée pour la politique d'industrialisation et de grands travaux voulue par le régime. Le camp de la Kolyma, dans lequel est envoyé Chalamov pour « activité trotskiste contre-révolutionnaire ¹⁷ », s'avère ainsi être une rivière aurifère. L'entreprise de Dalstroï qui gère le camp a d'ailleurs été l'un des principaux producteurs d'or mondiaux au cours des années 1930, et fonde sa productivité sur l'exploitation des travailleurs déportés¹⁸. Dans ce contexte économique et sociale, l'accusation de trahison permet donc d'alimenter régulièrement le complexe carcéral et industriel du Goulag. Le renouvellement constant des effectifs s'avère d'ailleurs d'autant plus nécessaire que la politique économique stalinienne consomme littéralement sa main d'œuvre, avec des taux de mortalité pouvant aller jusqu'à 20% par an¹⁹. La lutte contre les traîtres et les saboteurs s'avère ainsi un moyen de garantir la pérennité du Goulag en apportant de nouveaux travailleurs.

Par ailleurs, l'extrême centralisation du régime et sa politique de grands travaux visant à industrialiser rapidement le pays l'amènent régulièrement à justifier ses échecs par la présence de traîtres hostiles au projet communiste. Face à des plans quinquennaux pensés au niveau central, l'échec sur le terrain ne peut être imputable qu'à des éléments anti-communistes ayant sciemment fait échouer la mise en place du plan. Cet aveuglement du pouvoir central qui tend à externaliser la responsabilité sur des traîtres non identifiés s'exprime notamment dans les différentes famines qui affectent l'URSS stalinienne et en particulier dans la famine ukrainienne de 1932. Si les accusations de sabotage pour couvrir les erreurs du parti se retrouvent dans la majorité des famines russes dès les années 1920 comme le montre Andrea Graziosi²⁰, elles prennent une dimension paradigmatique dans le cas de l'Holodomor en raison du caractère nationaliste que prend l'événement.

Déclenchée par la politique de collectivisation voulue par le pouvoir central, la famine en Ukraine est à ce titre utilisée par l'État stalinien comme un outil pour détruire le nationalisme ukrainien, particulièrement prégnant chez la paysannerie, qui reste la principale force de résistance à la collectivisation²¹. Avec la figure du « saboteur » le pouvoir stalinien opère un double mouvement. D'abord, il l'utilise pour minimiser l'ampleur réelle de la famine. Attribuée au « sabotage occasionné dans l'agriculture de l'Ukraine par les éléments koulaks et contre-révolutionnaires qui tentent d'exploiter les difficultés alimentaires passagères²² », la famine se

¹⁷ CHALAMOV Varlam, *Récits de la Kolyma*, trad. FOURNIER Catherine, BENECH Sophie, JURGENSON Luba, Paris, Verdier, 2003, p. 13.

¹⁸ CADIOT Juliette, ELIE Marc, *op. cit.*, p. 49.

¹⁹ *Id.*

²⁰ GRAZIOSI Andrea, *Histoire de l'URSS*, Paris, PUF, 2010, p. 1-142.

²¹ WERTH Nicolas, « Famines soviétiques, famine ukrainienne », in *Le débat*, n° 162/5, 2010, p. 142-151.

²² *Id.*

voit reléguée à un enjeu mineur de politique intérieure. Ensuite, il l'emploie pour déclencher une politique de répression visant à expurger le parti communiste ukrainien de ses éléments jugés les plus proches des idées nationalistes et qui pourrait affaiblir l'influence de la Russie en Ukraine.

« Pour Staline, l'Ukraine est vulnérable [...] non pas à cause de la famine imminente qui menace de mort des millions de paysans ukrainiens, mais à cause de l'infiltration [...] du parti communiste ukrainien²³. » La recherche des saboteurs qui freinent, selon les justifications du pouvoir, la mise en place des politiques collectivistes, devient le point de départ d'une politique active de répression et de purges dont la finalité est de détruire l'organisation et l'identité ukrainienne pour mieux conserver le pouvoir sur cet espace. La figure du saboteur permet à la fois de ne pas traiter le problème de la famine, en justifiant les politiques voulues par Moscou, et de mettre en place une politique de façonnage du corps social cherchant à agir directement sur la structure politique et sociale de la société ukrainienne. Elle apparaît donc comme un outil au service du pouvoir stalinien, qui lui permet à la fois de mettre en place, de justifier et d'alimenter sa politique économique et sociale, malgré les millions de morts qu'elle engendre.

Figure collective aux contours parfois flous, le saboteur se présente ainsi comme un mécanisme de justification de la politique stalinienne, lui permettant d'entreprendre sa tentative de façonnage du corps social soviétique.

Le « tyran » : Staline, traître au communisme

La troisième figure du traître propre au régime stalinien a ceci de particulier qu'elle porte directement sur le maître du Kremlin lui-même. Dès son arrivée au pouvoir, Staline est en effet la cible d'un discours faisant de lui le véritable traître du communisme, et l'unique responsable des catastrophes humanitaires qui affectent la Russie soviétique au cours de la première moitié du XX^e siècle. D'abord portées par les opposants au régime, en particulier par Trotski avant et pendant son exil, ces critiques sont finalement reprises par les responsables du régime à la mort de Staline. Le régime se retourne ainsi contre lui-même, utilisant les outils juridiques et conceptuels mis en place par Staline, pour mieux sortir du stalinisme et entreprendre une transition qui n'avait pas pu être réalisée après la Seconde Guerre mondiale.

²³

Id.

Présent dès les années 1920, ce discours est d'abord porté par l'opposition communiste antistalinienne. Trotski, mais également des intellectuels marxistes comme Isaac Deutscher²⁴ ou Victor Serge²⁵, dénoncent notamment la « bureaucratisation » du régime et présente l'État stalinien comme une forme de dégénérescence vis-à-vis de la Révolution russe. Contemporains des événements et portés par une opposition en exil, ces discours cherchent à souligner la rupture que représente le stalinisme face à l'idéal marxiste, en faisant de Staline un véritable ennemi du peuple et de la révolution. Boris Souvarine va ainsi jusqu'à décrire le régime soviétique comme une « négation du socialisme et du communisme », et conteste à Staline toute activité ou influence avant la guerre civile et pendant la période révolutionnaire²⁶. Tout l'enjeu de cette critique consiste à disqualifier le régime soviétique en montrant que Staline n'est pas un révolutionnaire authentique et que son régime est une remise en cause de tout ce qui constitue le « véritable » communisme.

En France, si le parti communiste reste longtemps fidèle à la ligne stalinienne, et dissimule ou minimise le discours du XX^e congrès jusque dans les années 1970²⁷, la rhétorique de la trahison de l'idéologie communisme par Staline est portée par certaines associations telles que la revue *Socialisme ou barbarie*. Créée en 1948 par Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, elle soutient un discours marxiste et antistalinienne dont l'objectif est de remettre en cause la nature « socialiste » de l'URSS et des pays satellites. Pour Castoriadis, l'État soviétique n'est pas une sorte de dégénérescence de la Révolution d'Octobre trahie par la prise de pouvoir de Staline, comme le développent les trotskistes, mais bien une société capitaliste, toujours fondée sur l'exploitation des travailleurs. La filiation et la portée révolutionnaire du régime s'avèrent ainsi entièrement remis en cause, tant la bureaucratie stalinienne est présentée comme « [une] classe dominante, exerçant un pouvoir absolu sur l'ensemble de la vie sociale, et non seulement dans la sphère politique étroite²⁸. » La trahison est donc totale et remet en cause tout ce qui constitue l'essence de l'idéologie socialiste. La figure de Staline en tant qu'acteur politique à part entière disparaît même entièrement au profit de la description d'une superstructure étatique qui constitue une forme d'oppression totale sur tous ses membres. Cette approche est également soutenue par Claude Lefort, qui considère l'URSS comme un capitalisme d'Etat²⁹ fondé sur un régime bureaucratique et non comme un régime issu d'une révolution socialiste.

²⁴ DEUTSCHER Isaac, *La Révolution inachevée : cinquante années de révolution en Union soviétique, 1917-1967*, Paris, Robert Laffont, 1967.

²⁵ SERGE Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques (1908-1947)*, Paris, Robert Laffont, 2001.

²⁶ SOUVARINE Boris, *Staline : aperçu historique du bolchévisme*, Paris, Ivrea, 1992.

²⁷ MENCHERINI Robert, *Guerre froide, grèves rouges : Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France : les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Paris, Syllepse, 1998.

²⁸ CASTORIADIS Cornelius, *La Société bureaucratique*, Paris, Bourgois, 1990, p. 24.

²⁹ LEFORT Claude, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Droz, 1971.

Cette rhétorique, qui dénonce le pouvoir stalinien et les mensonges des dirigeants soviétiques, contribue dès lors à constituer une image de Staline comme un personnage insignifiant, parvenu au pouvoir de façon inique, et ayant trahi le communisme en imposant une tyrannie fondée sur un pouvoir bureaucratique et antirévolutionnaire. Se met ainsi en place un discours qui fait de Staline « un despote qui règne la manière asiatique, une sorte de géant de la politique qui dévore tout sur sa route », mais également un bureaucrate caractérisé par « la lenteur de son intellect, [...] son manque de talent, [...] son insignifiance physique et morale sa médiocrité, sa paresse³⁰. » La figure du dictateur s'accompagne donc de celle du bureaucrate pour constituer l'image d'un régime ayant trahi le marxisme et son idéal révolutionnaire. Trotski présente ainsi la Russie stalinienne comme un « système d'oppression, de spoliation et de falsifications, [une] dictature du mensonge », et précise que « [si] la bureaucratie de Moscou continue à se nommer parti bolchevik, [elle] utilise simplement la vieille étiquette du bolchevisme pour mieux tromper les masses³¹. » Le discours trotskiste vise donc à décrédibiliser le pouvoir stalinien en affirmant qu'il s'agit d'une trahison vis-à-vis du parti bolchévique et que la continuité entre la Révolution russe et le stalinisme n'est qu'une forme de manipulation du pouvoir stalinien pour bénéficier de la légitimité du mouvement sans la mériter.

Néanmoins, comme l'évoque Sheila Fitzpatrick, cette image provient essentiellement des textes de Trotski qui, « ayant été banni de Moscou à la fin de 1927 et d'Union soviétique deux ans plus tard, [ne] connut les membres de l'équipe que très tôt dans leur carrière, à supposer qu'il les ait jamais vraiment connus³². » Ces discours ont une influence très importante sur la scène internationale où les opposants en exil au régime stalinien sont libres de s'exprimer, et peuvent entrer en conflit avec le discours officiel du pouvoir soviétique pour mieux en souligner la fausseté. Ils restent toutefois l'expression d'une opposition au régime, qui ne parvient à s'exprimer qu'en dehors de la sphère d'influence soviétique. La spécificité de l'image de Staline comme traître à la révolution tient alors dans le fait que ce discours est à son tour repris à son compte par le régime lors de la prise de pouvoir de Khrouchtchev et de la politique de déstalinisation qui s'en suit.

Cette capacité à mobiliser de façon posthume les concepts du stalinisme contre Staline lui-même est une particularité du régime soviétique, y compris au sein de la nébuleuse communiste. Ni Fidel Castro, ni Hô Chi Minh, ne se voient ainsi rejetés par leur régime respectif après leur mort. Les célébrations du cinquantenaire de la mort de ce dernier en 2019 prouvent

³⁰ MARCOU Lilly, « Staline vu par l'Occident. Esquisse bibliographique », in *Revue française de science politique*, n° 4, 1972, p. 887-908.

³¹ TROTSKY Léon, *Bolchevisme ou stalinisme : recueils de textes choisis*, Paris, La Taupe Rouge, 1977.

³² FITZPATRICK Sheila, *op. cit.*, p. 23.

par ailleurs que l'État vietnamien continue à en faire une figure majeure du pouvoir. Seule la trajectoire de Mao présente quelques similitudes avec la trajectoire de Staline. Toutefois, lorsque Hua Guofeng prend le pouvoir en 1976, juste après sa mort, et procède à l'arrestation de la « bande des quatre », accusé d'avoir orchestré la Révolution culturelle, son discours prend soin de ne pas remettre en question l'héritage maoïste³³. De même, si la politique économique suivie par Deng Xiaoping quelques années plus tard s'écarte radicalement de celle voulue par Mao lors du Grand Bond en avant, elle ne procède pas à une critique ouverte du maoïsme comparable à celle entreprise par Khrouchtchev contre Staline lors du XX^e congrès du parti communiste.

D'abord maintenu secret, et réservé aux seuls délégués du congrès, le *Rapport sur le culte de la personnalité* du 24 février 1956 constitue une remise en cause non seulement de la politique stalinienne mais également de Staline lui-même. Khrouchtchev dénonce notamment le culte de la personnalité et la propagande stalinienne, qu'il décrit comme « étrangères à l'esprit du marxisme-léninisme³⁴. » De la même manière, il dénonce les purges staliniennes réalisées contre les militants communistes, tout en légitimant néanmoins la violence utilisée à l'égard des factions rivales avant 1934. Khrouchtchev reprend donc à son compte le discours faisant de Staline un tyran ayant trahi l'idéal du parti. Cette dénonciation se concentre néanmoins sur le culte de la personnalité et le pouvoir personnel de Staline, tout en prenant soin d'éviter de reconnaître sa propre responsabilité ou celle du Politburo dans la mise en place des Grandes Purges. Khrouchtchev cherche de cette manière à renouer avec une forme de léninisme en remettant en cause le pouvoir personnel de Staline. L'accusation de trahison a alors pour objectif de rétablir le pouvoir du parti en tant qu'organisation collective en faisant du stalinisme une parenthèse dans l'histoire de celui-ci.

Le discours de Khrouchtchev s'appuie d'ailleurs en partie sur le « testament de Lénine³⁵ », lequel est néanmoins expurgé des préférences pro-Trotsky affiché par ce dernier. Rédigé en 1922, Lénine s'y livre en effet à une critique de la personnalité de Staline, dont il dénonce la brutalité et la recherche de la concentration des pouvoirs. En s'appuyant ainsi sur les textes du fondateur du parti bolchévique, Khrouchtchev peut donc se détacher de Staline tout en renouant avec une autorité supérieure et avec les pratiques politiques qui lui sont supposément attachées. Seule l'attitude personnelle de Staline est donc remise en cause, sans que ne soit contestée la structure et l'organisation du parti communiste. La critique du stalinisme n'inclut d'ailleurs ni la collectivisation, ni la lutte contre les factions antérieures à

³³ WOJTEK Zafanulli, « La signification politique du procès de Pékin », in *Politique étrangère*, n° 1, 1981, p. 163-170.

³⁴ BREVENT François, « Abattre Staline sans toucher au système », in *Le Monde*, 16 février 1986, p. 2.

³⁵ Accès : <https://www.marxists.org/francais/rosmer/works/msl/msl00c.htm>.

1934. Seules sont concernées les purges des années 1930 contre le parti et les staliniens eux-mêmes.

Cette critique *post-mortem* du stalinisme ne doit toutefois pas nous faire oublier que Khrouchtchev n'a rien d'un opposant à Staline, mais est au contraire un proche de ce dernier, présent tout au long de ses derniers instants. Membre du *politburo* depuis 1939 et dirigeant du parti ukrainien de 1938 à 1947, il est un dignitaire important du régime et dirige notamment les purges dans la région qui lui est confiée. Tout en se présentant comme un exécutant du pouvoir central, il affirme dans ses mémoires : « J'ai vu tout ce qui se passait avec les yeux du Comité central – c'est-à-dire avec les yeux de Staline. J'ai aussi parlé avec sa bouche, je répétais ce que je lui avais entendu dire³⁶. » La dénonciation de Staline comme traître au communisme s'avère donc une trahison envers Staline lui-même, bien que cette trahison n'intervienne qu'après sa mort. Le discours de Khrouchtchev du XX^e congrès du parti communiste se caractérise ainsi par sa dimension quasiment « amnésique », et utilise contre lui les outils conceptuels mis en place par Staline, de manière à sortir du régime stalinien. En désignant Staline comme le véritable traître au communisme, Khrouchtchev contribue à faire oublier son propre rôle dans les Grandes purges et à exorciser le parti communiste du spectre du stalinisme.

Si Claude Lefort voit dans le XX^e congrès du parti communiste un événement révolutionnaire qui constitue « une transformation totale qui affecte le fonctionnement de la Bureaucratie en tant que classe³⁷ », la déstalinisation n'est pas une rupture avec les pratiques antérieures du stalinisme mais s'inscrit dans la continuité des pratiques de gestion de la trahison propres à l'URSS. En dénonçant les pratiques de Staline, sans remettre en cause le rôle du parti, Khrouchtchev permet de renouveler le fonctionnement de ce dernier et d'assurer sa continuité dans un monde moderne où les politiques antérieures ne sont plus adaptées. La dénonciation des crimes de Staline s'avère à la fois une trahison de ce dernier et la poursuite de sa politique par d'autres moyens. Moins que la transformation totale décrite par Claude Lefort, elle s'avère une adaptation du régime qui n'hésite pas à puiser dans les pratiques de trahison expérimentées plus tôt dans l'histoire du système.

La figure du tyran comme traître au parti sert donc la politique soviétique en justifiant la prise de pouvoir de Khrouchtchev et la mise en place de sa politique de déstalinisation.

³⁶ FITZPATRICK Sheila, *op. cit.*, p. 173.

³⁷ LEFORT Claude, « Le totalitarisme sans Staline », in LEFORT Claude (dir.), *Éléments d'une critique...*, *op. cit.*, p. 130-190.

Conclusion

Dans *Traîtres et trahisons : Guerres, imaginaires sociaux et constructions politiques*, Sylvain Boulouque soulignait le rôle central joué par la rhétorique de la trahison dans l'histoire du mouvement socialiste, où elle contribue à structurer les conflits et les ruptures internes en particulier après la Révolution bolchévique puis l'émergence de la IV^e Internationale³⁸. Cette dynamique rhétorique est soutenue par la place prépondérante qu'occupe le traître dans la vie politique et économique de l'URSS stalinienne. Issu de *l'habitus* révolutionnaire des membres du régime, de la pratique de la conspiration, et de la nature du pouvoir personnel de Staline, l'usage du traître en politique s'avère un élément central pour rejeter les adversaires, s'en dissocier, et justifier leur élimination. Désigner l'autre comme traître permet au régime de justifier et de mener à bien sa politique, en procédant à l'élimination des factions rivales ou au façonnage du corps social. Sortir de cette politique implique enfin une dernière trahison, cette fois envers le pouvoir stalinien, qui, en présentant le stalinisme comme une rupture avec la révolution, contribue à justifier la politique du parti et à légitimer son pouvoir. La figure du traître apparaît alors marquée par une forme d'opportunisme politique, capable de s'adapter, au gré des circonstances et des enjeux politiques, aux besoins du pouvoir central. Il s'agit donc d'une notion plurielle et diverse, liée aux questions de pouvoir et mobilisée par l'État pour justifier sa politique.

³⁸ BOULOUQUE Sylvain, *Traîtres et trahisons : Guerres, imaginaires sociaux et constructions politiques*, Paris, Séli Arslan, 2007.

Références

ARENTH Hannah, *Les origines du totalitarisme*, trad. POUTEAU Micheline, LEIRIS Martine, BOURGET Jean-Loup, DAVREU Robert, LEVY Patrick, Paris, Gallimard, 2002.

BOULOUQUE Sylvain, *Traîtres et trahisons : Guerres, imaginaires sociaux et constructions politiques*, Paris, Séli Arslan, 2007.

BERIA Sergo, *Beria, mon père : au cœur du pouvoir stalinien*, trad. THOM Françoise, Paris, Plon, 1999.

BREVENT François, « Abattre Staline sans toucher au système », in *Le Monde*, 16 février 1986.

CADIOT Juliette, ELIE Marc, *Histoire du Goulag*, Paris, La Découverte, 2017.

CASTORIADIS Cornelius, *La société bureaucratique*, Paris, Bourgois, 1990.

CHALAMOV Varlam, *Récits de la Kolyma*, trad. FOURNIER Catherine, BENECH Sophie, JURGENSON Luba, préface de Luba Jurgenson, Paris, Verdier, 2003.

DEUTSCHER Isaac, *La Révolution inachevée : cinquante années de révolution en Union soviétique, 1917-1967*, Paris, Robert Laffont, 1967.

FITZPATRICK Sheila, *Dans l'équipe de Staline : de si bons camarades*, trad. BERSANI Jacques, Paris, Perrin, 2018.

GRAZIOSI Andrea, *Histoire de l'URSS*, Paris, PUF, 2010.

LEFORT Claude, « Le totalitarisme sans Staline », in LEFORT Claude (dir.), *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Droz, 1971, p. 130-190.

MENCHERINI Robert, *Guerre froide, grèves rouges : Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France : les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948*, Paris, Syllepse, 1998.

MARCOU Lilly, « Staline vu par l'Occident. Esquisse bibliographique », in *Revue française de science politique*, n° 4, 1972.

MONTEFIORE Simon Sebag, *Le jeune Staline*, trad. SENE Jean-François, Paris, Librairie générale française, 2010.

MONTEFIORE Simon Sebag, *Staline : La cour du tsar rouge*, traduit de l'anglais par LA BRUYERE Florence, ROUBICHOU-STRETZ Antonina, Paris, Perrin, 2010.

NEWBOLD Hazard John. « Quelques aspects du droit soviétique tel qu'il apparaît à un juriste anglo-saxon », in *Revue internationale de droit comparé*, n° 2/2, 1950.

SERGE Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques (1908-1947)*, Paris Robert Laffont, 2001.

SOUVARINE Boris, *Staline : aperçu historique du bolchévisme*, Paris, Ivrea, 1992.

TROTSKY Léon, *Bolchevisme ou stalinisme : recueils de textes choisis*, Paris, La Taupe Rouge, 1977.

WERTH Nicolas, « Famines soviétiques, famine ukrainienne », *Le débat*, n° 162/5, 2010.

WERTH Nicolas, *La Terreur et le désarroi : Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007.

WOJTEK Zafanolli, « La signification politique du procès de Pékin », in *Politique étrangère*, n° 1, 1981.